

La présente directive est adoptée par le Conseil d'administration en application de l'article 63 du règlement de prévoyance. Elle a pour objet de préciser les moyens de preuve que le concubin est appelé à fournir afin de bénéficier des prestations au concubin survivant. Elle entre en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

La procédure de reconnaissance du statut de concubin s'ouvre au plus tôt le jour du décès de l'assuré ou du pensionné. Aucune démarche ne peut être entreprise auprès de la Caisse avant le décès de l'assuré ou du pensionné en vue de l'octroi ultérieur d'une prestation de concubin survivant.

Le concubin de l'assuré ou du pensionné décédé prouvera exclusivement par pièces que les conditions de versement d'une prestation de la Caisse en sa faveur sont réunies. A cet effet, il produira notamment, en sus de l'acte de décès de l'assuré ou du pensionné :

- a) dans le but de prouver l'existence d'un ménage commun et ininterrompu de cinq ans, délai ramené à une année si les concubins ont un enfant commun au sens de l'article 67 du règlement de prévoyance :
 - des attestations de domicile (la sienne et celle de l'assuré ou du pensionné décédé), portant sur toute la période considérée;
 - toutes autres pièces de nature à attester le ménage commun (bail à loyer; contrats d'assurance, déclarations fiscales, par exemple).
- b) dans le but de prouver l'absence de mariage du concubin et de l'assuré ou du pensionné décédé :
 - une attestation d'état civil pour chacun d'eux.
- c) dans le but de prouver l'apport d'un soutien substantiel :
 - contrat d'entretien écrit;
 - toutes pièces de nature à prouver que le 50 % au moins des frais étaient assumés par l'assuré ou le pensionné décédé.
- d) dans le but de prouver l'absence de toute autre prestation de survivant en faveur du concubin, que ce soit au titre de conjoint ou de concubin survivant :
 - la copie de la dernière déclaration fiscale, avec attestation de réception de l'autorité;
 - une déclaration écrite signée par le concubin.

Les pièces seront produites en principe en original.

Si elles sont rédigées en langue étrangère, elles seront accompagnées d'une traduction.

Lausanne, le 5 septembre 2013

Au nom du Conseil d'administration

Le Président :

Le Secrétaire :

Didier Tenthorey

Claude Recordon